

« La taxe sur les géants du net doit être reversée aux médias »

Pour le ministre Jean-Claude Marcours, la taxe européenne sur les Gafa doit bénéficier aux médias à qui ils font de la concurrence.

La Belgique et la Fédération Wallonie-Bruxelles soutiennent le principe d'une taxe européenne sur les services proposés par les géants de l'internet, a indiqué jeudi le ministre francophone en charge des médias, Jean-Claude Marcourt (PS).

Mais contrairement au président français Emmanuel Macron, qui souhaite que les montants perçus soient versés au budget européen, M. Marcourt voudrait qu'une « part significative » revienne directement au secteur des médias, a-t-il expliqué en commission du Parlement.

« J'estime que le secteur des médias, qui est directement concurrencé par les entreprises du numérique sur le marché des revenus publicitaires, devrait percevoir une part significative des revenus perçus sur base des activités de vente d'espaces publicitaires par les géants du web », a déclaré le ministre.

Il était interrogé par les députés Christos Doulkeridis (Écolo) et Nicolas Martin (PS) sur sa position quant à la taxe à l'encontre des

grandes entreprises numériques défendue par le commissaire européen aux Affaires économiques, Pierre Moscovici.

Fin mars, la Commission européenne a proposé d'imposer provisoirement aux principales entreprises numériques une taxe de 3 % sur leurs revenus de la vente de publicités et de données, le temps d'élaborer un cadre harmonisé permettant aux États de taxer les plus-values d'une société là où elles sont réalisées, même si cette entreprise n'est pas physiquement présente sur leur territoire.

« Le bénéfice escompté s'élève à 5 milliards d'euros, dont une centaine de millions pourraient être perçus en Belgique », d'après Marcourt, qui salue l'initiative européenne.

Le but de cette taxe parfois appelée Gafa (acronyme de Google, Apple, Facebook et Amazon) « doit être de promouvoir une concurrence équitable entre tous les opérateurs actifs sur un même marché », a-t-il souligné, raison pour laquelle il aimerait qu'elle bénéficie directement au secteur des médias, plutôt que d'être reversée au budget européen de l'innovation et de l'investissement comme le défend Emmanuel Macron.

Pour voir le jour, la taxe sur les services numériques doit encore être approuvée à l'unanimité des États membres. Le Luxembourg, l'Irlande ou les Pays-Bas ont déjà fait connaître leur opposition. ■